

Coopération Haïti – Brésil : un partenariat solidaire pour un avenir durable

Posted on juin 22, 2026 by Intelligence Diplomatique et Stratégique

L'indépendance d'Haïti en 1804 a eu un impact considérable sur le monde en général et l'Amérique latine en particulier. La révolution des esclaves a inspiré des mouvements indépendantistes en Amérique latine, mais le Brésil, jusqu'en 1822, était encore un empire esclavagiste, ce qui compliquerait les relations diplomatiques entre les deux pays. Il a fallu attendre 1928 pour l'établissement des relations entre les deux pays. À partir de cette date, les rapports commencent à se développer de manière progressive jusqu'en 1953, où ils ont décidé d'élever à des ambassades leurs représentations diplomatiques. Haïti et le Brésil se côtoient à travers l'organisation des États américains (OEA), les conférences panaméricaines et l'organisation des Nations Unies (ONU). Les relations étaient plutôt modestes et chaque pays évoluait de son côté.

Cette relation va évoluer et prendre une nouvelle tournure au XXI^e siècle avec notamment les mouvements de 2004 en Haïti. L'organisation des Nations Unies (ONU), pour contribuer à la stabilité d'Haïti, a créé, par la résolution 1542 de 2004, la mission des Nations Unies pour la stabilité en Haïti (MINUSTAH).

Pays émergent qui cherche à créer un climat de confiance sur la scène internationale, le Brésil a décidé de prendre la commande de cette mission. À la tête de la Minustah, le Brésil est devenu un partenaire officiel d'Haïti à travers une coopération humanitaire et sécuritaire. Plusieurs milliers de soldats brésiliens ont défilé en Haïti dans l'idée de contribuer à la paix et à la stabilité du pays.

Le mandat de cette mission était pourtant clair:

1. Appuyer le processus politique et fournir un appui logistique et sécuritaire à la réalisation des élections.
2. Contribuer à l'autorité et au renforcement des capacités de l'État.
3. Contribuer à la sécurité publique par la réinsertion et la maîtrise des armes à feu.

4. Contribuer à la réforme de la police, de la justice et du système pénitentiaire.
5. Renforcer les capacités institutionnelles en matière de droits de l'homme.

L'expérience de la MINUSTAH a fait couler beaucoup d'encre sur la scène politique haïtienne et au niveau international. Haïti a tiré des leçons, le Brésil aussi et surtout, nous supposons, les Nations unies aussi. Si pour certains, la MINUSTAH a aidé à quelque chose, pour d'autres c'est "Apse sou klou", une expression haïtienne pour dire que la situation est devenue pire, avec l'introduction du choléra par les agents népalais et les atrocités des casques bleus qui restent impunis. La violence sexuelle a été monnaie courante, que ce soit des femmes laissées avec leurs enfants orphelins de père ou des enfants des deux sexes violés par les soldats, sans que justice soit faite sous prétexte de l'immunité de cette mission. Nous rappelons que plus de 800 000 personnes ont été victimes du choléra. L'ONU a présenté des excuses au peuple haïtien et a admis une responsabilité morale dans cette tragédie.

Le 24 novembre 2004, un accord fondamental de coopération technique et scientifique a été signé entre le gouvernement de la République fédérative du Brésil et le gouvernement de la République d'Haïti. Dans le cadre de cet accord, il est question d'un échange d'informations techniques et scientifiques, de la promotion des programmes de formation et de l'organisation d'événements sur des sujets pertinents. Cette coopération concerne le développement agricole et agro-industriel, la reforestation et la recherche scientifique spécialisée (article IV).

Haïti et Brésil : Vers une coopération stratégique

Plus de vingt ans après, il reste beaucoup à faire pour transformer cette relation en un partenariat stratégique et durable. Entre le Brésil, puissance émergente, qui s'impose sur la scène internationale dans une logique du Sud global, et Haïti, premier peuple noir libre, qui a osé dire non à l'esclavage et qui maintenant n'arrive pas à instaurer l'autorité de l'État et à construire un développement durable, il faut une coopération stratégique.

Une coopération prenant en compte la sécurité, la défense, les nouvelles technologies, le commerce et l'industrie et le développement global. Dans une logique de coopération sud-sud, les deux pays ont beaucoup à gagner dans une relation solide, institutionnalisée vers un avenir merveilleux. Il nous semble nécessaire d'avoir des réflexions des deux côtés pour redynamiser cette relation.

Si de 2004 à 2017, le Brésil était l'un des acteurs majeurs dans la coopération externe d'Haïti, depuis 2017, le Brésil semble ne pas être présent ou du moins être peu visible dans les initiatives de l'ONU en Haïti. Est-ce un choix ou l'effet de l'échec de la MINUSTAH ? Quelle est la situation actuelle de cette relation ?

Plusieurs autorités haïtiennes ont rencontré, que ce soit en Haïti ou à l'étranger, des responsables brésiliens pour parler d'accords, de coopération et de la relation entre les deux pays.

Le 09 mai 2025, le premier ministre haïtien a rencontré l'ambassadeur du Brésil en Haïti, Luis Fernando de Carvalho. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales en matière de sécurité, de défense et d'appui institutionnel. Le premier ministre a salué le soutien du Brésil et estime qu'un appui institutionnel pourrait être nécessaire pour rétablir la sécurité dans le cadre des prochaines élections. Nous rappelons que le Brésil a déjà joué ce rôle en 2004 à travers la MINUSTAH.

Le 13 juin 2025, le ministre des Haïtiens vivant à l'étranger (MHAVE), Madame Kathia Verdier, a effectué une mission officielle au Brésil. Durant cette mission, la ministre a effectué une séance de travail avec les employés de l'ambassade d'Haïti au Brésil, des rencontres avec des organisations haïtiennes au Brésil et a dit qu'il s'agit d'une initiative visant à renforcer les services consulaires au profit de la communauté. Aucune note officielle ne mentionne une rencontre avec des autorités brésiliennes, ce qui ferait du sens pour un ministre en mission officielle.

Le 30 juillet 2025, le conseil présidentiel de transition (CPT) a reçu l'ambassadeur brésilien à la villa d'Arcueil dans le cadre de la fin de sa mission diplomatique en Haïti. Cette rencontre était l'occasion de faire une évaluation de la relation haïtiano-brésilienne.

Le 20 mars 2026, on peut lire sur la page Facebook du ministère de l'agriculture et des Ressources naturelles (MARDN) que l'ingénieur-agronome Marcelin Aubourg, ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR), a reçu la visite de courtoisie de l'ambassadeur du Brésil en Haïti, Luis Guilherme da Silva. Ils ont discuté de la coopération agricole comme réponse à la problématique de l'insécurité alimentaire en Haïti.

Le 21 avril 2026, le ministère du commerce et de l'industrie (MCI), Monsieur James Monazard, a rencontré l'ambassadeur du Brésil en Haïti, Monsieur Luís Guilherme D. Silva. Une rencontre portant sur le renforcement des relations économiques et commerciales des deux pays. Les deux parties ont évoqué la possibilité d'un protocole d'accord pour structurer davantage la coopération. Cette rencontre touche enfin les questions liées à l'économie, aux commerces et aux industries.

Le 20 mai 2026, le ministre de la défense, Mario Andrésol, a reçu la visite d'une délégation conduite par l'ambassadeur du Brésil en Haïti. Un échange de deux heures sur la possibilité d'une coopération en matière de défense et de sécurité militaire entre les deux pays. Quelle serait la suite de cette série de rencontres ? S'agit-il des rencontres isolées ou des discussions vers une coopération sérieuse entre les deux nations ?

Cette série de rencontres aurait été plus bénéfique si elle avait porté sur un plan ou une coopération bilatérale visant à la fois le développement économique, la défense et la sécurité, le commerce, l'industrie et les nouvelles technologies. Nous ne pouvons pas nous empêcher d'en douter vu l'instabilité politique en Haïti avec des dirigeants de transition qui changent de temps en temps. Nous ne pouvons pas nous empêcher d'imaginer qu'il n'y aura aucune suite vu qu'on n'a pas de culture de continuité de l'État en Haïti.

Vers une nouvelle coopération haïtiano-brésilienne

Après l'accord de 2004, il semble qu'il n'existe pas d'autres accords pour le moment entre les deux pays. Ou du moins pas à notre connaissance, vu qu'on ne trouve rien à ce sujet sur les sites officiels des deux pays.

Il nous semble opportun pour Haïti d'avoir un nouvel accord de coopération avec le Brésil. Sous la présidence de Lula, le Brésil s'oriente vers le Sud global et priorise la coopération Sud-Sud. On a l'impression que le Brésil veut aussi réparer son histoire avec Haïti après l'expérience de la MINUSTAH ; toutefois, Haïti, de son côté, hésite un peu et reste très timide et moins ambitieuse dans cette coopération. Pourquoi attendre un poisson si on peut apprendre à pêcher nous-mêmes ? Pourquoi se contenter d'un pain si on peut construire une boulangerie moderne ? Haïti doit être plus ambitieuse à travers ses coopérations, notamment la coopération haïtiano-

brésilienne.

Il est important d'avoir une volonté politique et une expertise technique capables d'analyser les types de coopérations du Brésil avec d'autres pays dans la logique du Sud global. Le ministère de la planification et de la coopération externe (MPCE) doit pouvoir jouer un rôle central dans cette nouvelle forme de coopération avec le Brésil.

Cette nouvelle coopération entre Haïti et le Brésil doit prendre en compte les besoins réels d'Haïti et viser la construction globale et durable des infrastructures dans le pays. D'abord, nous avons des institutions faibles et quasi inexistantes ; nous pouvons apprendre de l'expérience et de la stratégie du Brésil. Le Brésil sort de la vulnérabilité vers une puissance émergente, voire une puissance globale, comme le considèrent certains chercheurs. Le Brésil fait désormais partie des 10 plus grandes économies du monde selon la Banque mondiale. Dans cette nouvelle forme de coopération avec le Brésil, nous pouvons définir de nouvelles priorités. Nous devons, toutefois, arrêter de soigner les symptômes pour attaquer la maladie à ses causes profondes. Il n'est pas question de penser une coopération dans les choses superficielles et les urgences, mais ce qui pourrait aider Haïti, c'est une coopération qui prend en compte les fondements mêmes d'une société moderne et d'un État fort, souverain et démocratique. D'abord, nous devons attaquer la reconstruction même de l'État puisque l'État que nous avons actuellement, en 2026, est affaibli et n'arrive pas à gouverner correctement. Nous pouvons commencer par cet aspect en apprenant de l'expérience du Brésil qui a su construire un État avec des institutions fortes et durables dans tous les domaines. Ensuite, il faut une certaine stabilité globale en Haïti, stabilité politique, économique, sécuritaire et d'autres avec un État qui contrôle son territoire et les ressources du pays. Après on pourra parler d'autres aspects comme l'industrialisation de manière générale. Nous pouvons définir une vision ambitieuse en commençant par l'agriculture, l'énergie, les nouvelles technologies et autres. La coopération haïtiano-brésilienne pourrait être stratégique et ouvrir la voie à un nouveau modèle de développement fondé sur l'innovation, la gouvernance et la solidarité Sud-Sud. L'expérience brésilienne en matière de développement pourrait nous servir et nous inspirer pour un développement intégral d'Haïti.

Il s'agit d'une coopération : le Brésil ne va pas faire cadeau à Haïti ni développer le pays à notre place, et c'est pourquoi nous devons développer une expertise

technique sur la question afin de voir comment monter l'architecture de cette coopération. Le développement d'un pays est pensé dans le cadre d'une vision globale prenant en compte la géopolitique, les réalités structurelles et les avantages comparatifs qui peuvent être des moteurs d'un changement. Il faut une expertise technique qui puisse se concentrer sur cette coopération dans le cadre d'un plan de développement qui prend en compte les facteurs politiques, économiques et sociaux d'Haïti. Les pays émergents ont dévié les normes et structures de la mondialisation et se sont fait une place dans un monde multipolaire. Nous sommes convaincus qu'Haïti dispose des ressources et des compétences nécessaires pour une Haïti nouvelle.

Nous devons avouer que nous n'avons pas été au cœur des négociations entre les deux pays ; ce qui est dit ici prend en compte les informations disponibles sur les sites officiels des deux pays. Il se pourrait qu'il ait d'autres initiatives qui ne sont pas publiques et des éléments d'information dont nous n'avons pas eu connaissance dans le cadre de cette réflexion.

Nous invitons les dirigeants et les acteurs en Haïti à réfléchir et approfondir cette question. Il s'agit d'un devoir citoyen ; l'idée, ce n'est pas de critiquer ou de mettre en question la compétence de qui que ce soit. Nous souhaitons que ce sujet soit abordé à tous les niveaux de la société pour qu'on puisse trouver des éléments de solution aux problèmes d'Haïti. Haïti ne doit pas chercher, à travers cette coopération, un patron bienveillant, mais un partenaire technique et financier avec qui développer une coopération saine, durable vers un nouveau Haïti. Une nouvelle coopération nous semble nécessaire entre Haïti et le Brésil.

Johnson PHYCIEN

Spécialiste en Gouvernance | Politiques commerciales

johnson.phycien@yahoo.fr

About The Author



[Intelligence Diplomatique et Stratégique](#)

[See author's posts](#)